



B U R K I N A F A S O
⋄⋄⋄⋄⋄⋄⋄⋄⋄⋄⋄⋄⋄⋄⋄⋄⋄⋄⋄⋄
**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DU DEVELOPPEMENT**
⋄⋄⋄⋄⋄⋄⋄⋄⋄⋄⋄⋄⋄⋄⋄⋄⋄⋄⋄⋄
**COMITE DE PREVISION ET DE CONJONCTURE
(CPC)**

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

au 1^{er} trimestre 2017

Pour toutes informations complémentaires, s'adresser à l'INSD
INSD, Ouaga 2000, Avenue Pascal Zagré - 01 BP 374 Ouagadougou 01
Téléphone : (226) 25.37.62.02 - Fax : (226) 25.37.62.26 - Burkina Faso
E-mail : insd@insd.bf; insdbf@yahoo.fr - Site web : www.insd.bf

TBE n° 01/2017

SOMMAIRE

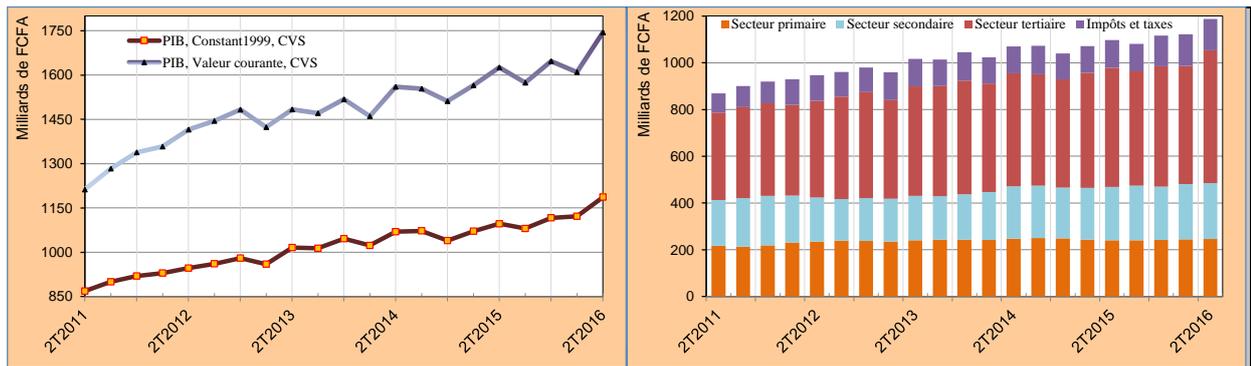
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	10
Secteur monétaire	15
Secteur extérieur	18
Définitions et abréviations	23
Crédit des contributions	24

Secteur réel

Le premier trimestre 2017 a connu, comparativement au trimestre précédent une baisse en variation trimestrielle du niveau général des prix à la consommation essentiellement imputable à la baisse des prix des produits alimentaires et des boissons alcoolisées et le tabac. L'activité industrielle, est quant à elle relancée au premier trimestre 2017.

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT (Milliards de FCFA) Prix constants 1999, Corrigés des variations saisonnières	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2015	2015	2015	2016	2016	trimestriel	annuel
Secteur primaire	240,8	240,3	241,9	245,5	247,0	0,6%	2,5%
Agriculture	127,3	126,1	126,9	129,6	130,3	0,6%	2,3%
Élevage	84,3	84,8	85,4	86,1	86,6	0,6%	2,8%
Sylviculture, pêche et chasse	29,3	29,4	29,6	29,9	30,0	0,6%	2,7%
Secteur secondaire	227,5	234,1	228,8	235,1	238,5	1,4%	4,8%
Extraction	44,3	41,1	47,8	37,9	41,3	9,0%	-6,8%
Industrie manufacturière	95,9	96,1	94,2	95,9	97,4	1,7%	1,6%
Agroalimentaire	54,6	54,7	55,1	55,4	56,1	1,1%	2,6%
Egrenage et fabrication de textiles	9,4	9,1	6,5	7,4	8,1	8,7%	-14,5%
Bois et métaux	16,0	16,2	16,3	16,4	16,4	0,5%	2,5%
Autres industries manufacturières	15,8	16,1	16,4	16,7	16,9	1,5%	7,1%
Energie	26,6	29,5	25,3	26,0	26,9	3,4%	1,1%
BTP	60,8	67,4	61,5	75,4	72,9	-3,3%	19,8%
Secteur tertiaire	510,2	489,4	514,1	505,3	567,8	12,4%	11,3%
Services marchands	306,5	308,5	319,6	321,8	326,5	1,4%	6,5%
Commerce	112,9	114,2	115,4	116,0	116,3	0,3%	3,1%
Hôtellerie et restauration	12,4	12,1	11,6	11,0	10,9	-0,6%	-11,7%
Transports	13,7	13,7	13,9	14,0	14,0	0,1%	2,7%
Télécommunication	81,3	83,6	88,9	92,5	91,8	-0,8%	12,9%
Services financiers	36,6	36,6	37,6	38,2	38,9	1,8%	6,2%
Autres services marchands	49,7	48,2	52,1	50,1	54,5	8,7%	9,8%
Services non marchands	227,2	204,4	218,9	208,2	266,5	28,0%	17,3%
Administrations publiques	207,0	184,1	198,3	187,5	245,8	31,0%	18,7%
Autres services non marchands	20,2	20,3	20,5	20,7	20,8	0,6%	3,1%
SIFIM	-23,5	-23,6	-24,3	-24,7	-25,2	2,0%	7,4%
Impôts et taxes	118,0	116,6	131,9	135,6	133,9	-1,3%	13,4%
PIB, Constant1999, CVS	1 096,6	1 080,4	1 116,8	1 121,6	1 187,1	5,8%	8,3%
PIB, Valeur courante, CVS	1 625,8	1 574,1	1 646,8	1 610,0	1 744,3	8,3%	7,3%



Au deuxième trimestre 2016, le produit intérieur brut, corrigé des variations saisonnières, a connu une croissance par rapport au 1er trimestre 2016. En effet, en volume, le PIB a crû de 5,8% en glissement trimestriel pour se situer à 1187,1 milliards FCFA au deuxième trimestre 2016. Cette hausse est due principalement à la croissance du secteur tertiaire (+12,4%) et particulièrement celle de l'administration publique (+31,0%). Les secteurs primaire et secondaire ayant connu respectivement des croissances de 0,6% et 1,4%. Quant aux impôts et taxes, ils ont connu une baisse de 1,3%.

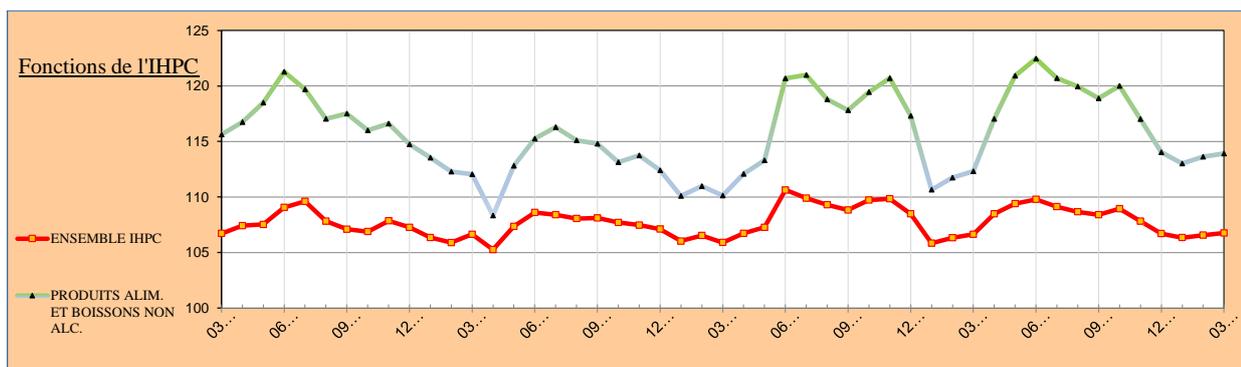
Comparé au deuxième trimestre 2015, le volume du PIB a connu une hausse de 8,3% au deuxième trimestre 2016. De même, cette évolution est principalement tirée par le secteur tertiaire (+11,3%).

En valeur, on note une hausse trimestrielle du PIB de 8,3% ainsi qu'une hausse de 7,3% en glissement annuel.

Source : MINEFID / INSD

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2016	2016	2016	2016	2017	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	106,3	109,2	108,7	107,8	106,6	-1,2%	0,3%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	111,6	120,1	119,9	117,0	113,5	-3,0%	1,7%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	97,8	98,1	99,9	101,4	99,6	-1,8%	1,9%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	101,8	101,8	101,9	102,0	102,0	0,0%	0,1%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	120,1	120,7	118,2	119,1	119,4	0,2%	-0,6%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	97,9	97,9	97,9	97,9	98,0	0,1%	0,1%
SANTE	101,3	101,3	101,3	101,3	101,3	0,0%	0,0%
TRANSPORTS	108,9	106,7	104,9	104,8	104,8	0,0%	-3,7%
COMMUNICATION	64,2	64,2	64,2	64,2	64,2	0,0%	0,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	97,2	97,2	97,3	97,3	97,3	0,0%	0,1%
ENSEIGNEMENT	108,6	108,6	108,6	108,6	108,6	0,0%	0,0%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	111,8	112,0	112,6	112,6	113,0	0,3%	1,1%
AUTRES BIENS ET SERVICES	104,9	104,9	105,1	105,3	105,3	0,0%	0,3%



Au premier trimestre 2017, le niveau général des prix à la consommation a enregistré une baisse de 1,2% par rapport au trimestre précédent et une hausse de 0,3% par rapport au premier trimestre de 2016.

La baisse en glissement trimestriel est essentiellement imputable au recul des prix des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-3,0%) et des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (-1,8%); les autres fonctions ayant enregistré de faibles variations positives ou nulles en glissement trimestriel.

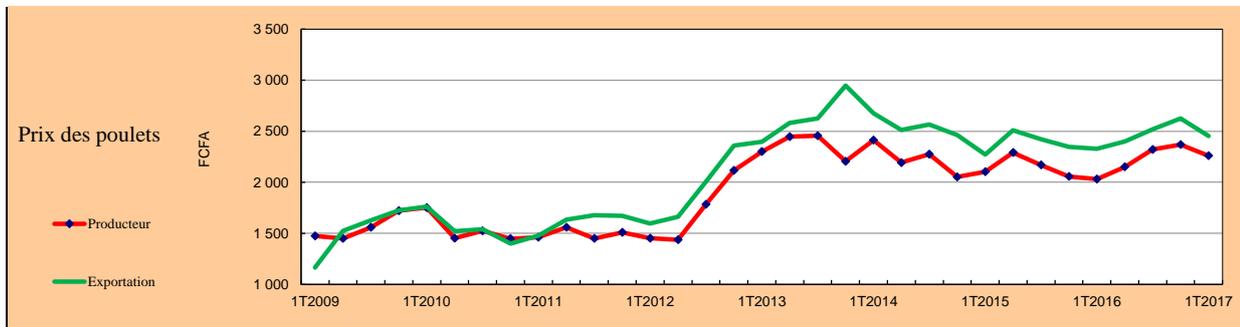
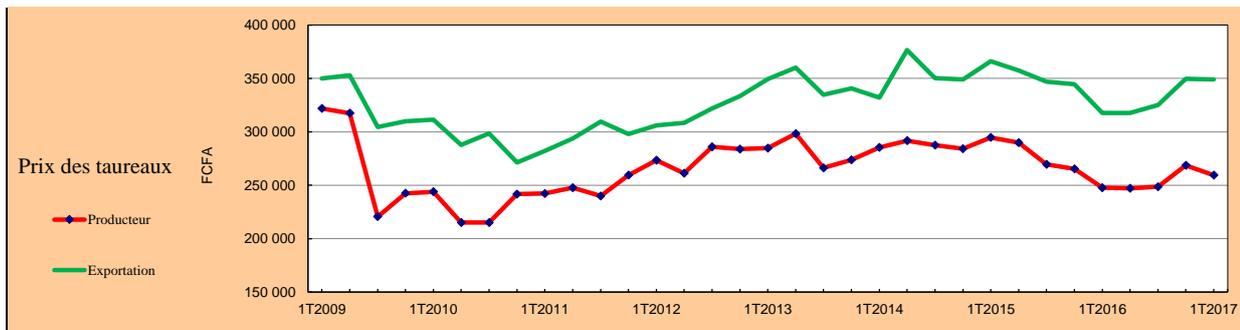
La hausse de 0,3% en glissement annuel, malgré une baisse de 3,7% des prix des services de transport, est essentiellement portée par un renchérissement des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+1,7%), des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (+1,9%) et des services des "Restaurants et Hôtels" (+1,1%). Les autres fonctions ayant connu une faible variation annuelle de leurs prix.

En fin mars 2017, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de -0,2% contre +1,0% en fin mars 2016.

Source : MINEFID / INSD

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement		
	2016	2016	2016	2016	2017	trimestriel	annuel	
	Prov							
Prix au producteur du taureau	247 564	247 146	248 573	268 552	259 378	-3,4%	4,8%	
Prix à l'exportation du taureau	317 751	317 648	325 251	349 677	349 090	-0,2%	9,9%	
Prix au producteur du bélier	32 666	33 875	35 960	38 609	40 863	5,8%	25,1%	
Prix à l'exportation du bélier	39 730	40 819	46 842	51 218	52 076	1,7%	31,1%	
Prix au producteur du bouc	19 724	20 250	20 638	22 021	23 537	6,9%	19,3%	
Prix à l'exportation du bouc	29 564	29 746	31 820	33 731	34 602	2,6%	17,0%	
Prix au producteur du poulet	2 032	2 151	2 322	2 369	2 261	-4,6%	11,3%	
Prix à l'exportation du poulet	2 329	2 399	2 519	2 624	2 454	-6,5%	5,4%	
Prix au producteur de la pintade	2 124	2 190	2 308	2 490	2 168	-12,9%	2,1%	
Prix à l'exportation de la pintade	2 341	2 367	2 610	2 797	2 437	-12,9%	4,1%	



Le premier trimestre 2017 a été marqué par un bon niveau d'approvisionnement en bétail et en volaille avec des variations de prix en hausse pour les petits ruminants et en baisse pour le taureau et la volaille. Une situation qui pourrait s'expliquer par les variations de la demande.

Le prix moyen du taureau a affiché une stabilité au premier trimestre 2017 sur les marchés d'exportation tandis que sur les marchés de production il a été en baisse (-3,4%) par rapport au trimestre écoulé. En glissement annuel, le prix du taureau a connu, cependant, une hausse de 4,8% sur les marchés de production et de 9,9% sur les marchés d'exportation.

La baisse des prix du taureau sur les marchés de production serait due à la baisse de la demande extérieure (-2,4%).

Les prix des petits ruminants, ont connu des hausses par rapport au trimestre écoulé. En effet, le prix du bélier a enregistré une hausse de 5,8% sur les marchés de production et de 1,7% sur les marchés d'exportation. Quant au prix du bouc, il a connu une hausse d'environ 6% sur les marchés de production et de 2,6% sur les marchés d'exportation par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, les prix des petits ruminants ont été également en hausse. Ces hausses ont été plus sensibles au niveau du prix du bélier où les prix ont connu des hausses de 25,1% sur les marchés d'exportation et de 31,1% sur les marchés de production.

La hausse des prix enregistrée chez les petits ruminants se justifierait par une hausse demande (+3,7%) en lieu et place des bovins.

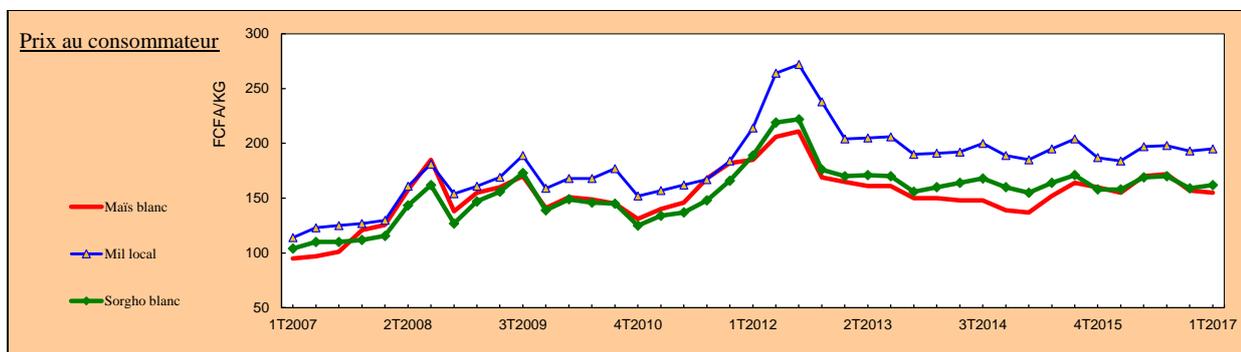
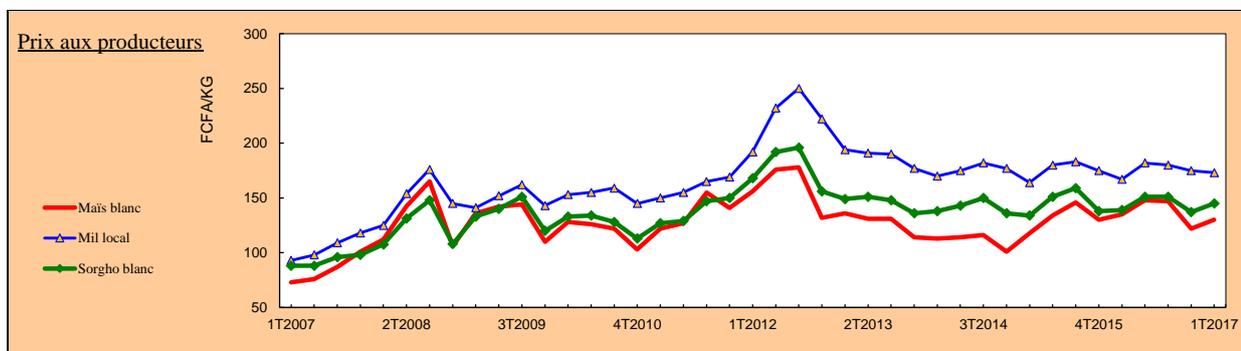
Les prix de la volaille ont enregistré une baisse par rapport au quatrième trimestre 2016. Ces prix ont variés entre 2 008 et 2 670 FCFA sur les marchés de production et entre 1 878 et 2 728 FCFA sur les marchés d'exportation.

La baisse de la demande (-8,3%) en volaille expliquerait la baisse des prix de la volaille.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2016	2016	2016	2016	2017	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	135,0	148,0	147,0	122,0	130,0	6,6%	-3,7%
Prix au consommateur du maïs blanc	155,0	170,0	172,0	157,0	155,0	-1,3%	0,0%
Prix au producteur du mil local	167,0	182,0	180,0	175,0	173,0	-1,1%	3,6%
Prix au consommateur du mil local	184,0	197,0	198,0	193,0	195,0	1,0%	6,0%
Prix au producteur du sorgho blanc	139,0	151,0	151,0	137,0	145,0	5,8%	4,3%
Prix au consommateur du sorgho blanc	158,0	169,0	170,0	159,0	162,0	1,9%	2,5%



Les marchés céréaliers ont connu une évolution normale au cours de ce premier trimestre 2017. Une bonne disponibilité et un approvisionnement satisfaisant ont été constatés sur l'ensemble des marchés suivis. L'approvisionnement s'est fait par les stocks producteurs et commerçants dans la première moitié du trimestre. Dans la deuxième moitié, elle s'est principalement faite par les stocks commerçants qui sont toujours à un bon niveau. La demande a été relativement stable tout au long du trimestre, avec une légère hausse au cours du mois de mars. Cependant, elle demeure faible par rapport à la même période de l'année écoulée. Cette faiblesse de la demande s'explique par les bonnes productions enregistrées tant au niveau national que dans la sous-région mais aussi par la baisse des revenus liés à la vente de bétail.

Les prix ont normalement évolué durant ce trimestre. Le niveau des prix moyens du trimestre sur les marchés de collecte, était de 130 FCFA/kg pour le maïs, 173 FCFA/Kg pour le mil et de 145 FCFA/Kg pour le sorgho. Sur les marchés de détail, les prix moyens étaient de 155 FCAF pour le maïs, de 195 FCFA pour le mil et de 162 FCFA pour le sorgho. De façon globale, de légères hausses des prix moyen ont été enregistrées. Par rapport au trimestre précédent, sur les marchés de collecte, il a été enregistré de légères hausses de 6,6% pour le maïs et 5,8% pour le sorgho contre une très légère baisse de 1,1% pour le mil. Sur les marchés de détail, c'est une hausse de 1,9% pour le sorgho, une légère baisse de 1,3% pour le maïs et une stabilité pour le mil qui ont été enregistrées.

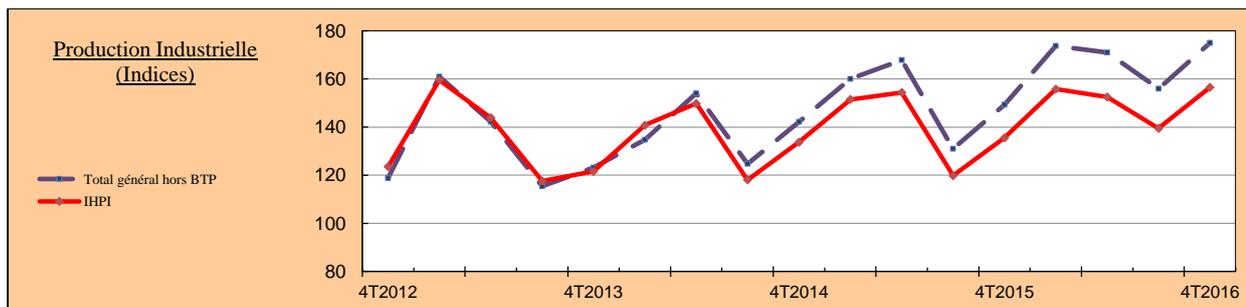
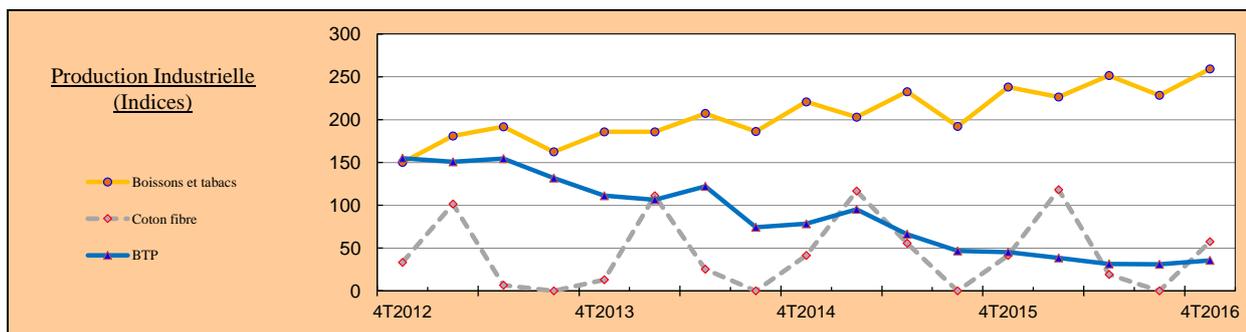
Comparé à la même période de l'année dernière, les prix au producteur ont connu des hausses de 3,6% pour le mil, de 4,3% pour le sorgho et une baisse de 3,7% pour le maïs. Pour le prix au consommateur, il a été relevé des variations de +6,0% pour le prix du mil, de +2,5% pour le sorgho et une stabilité pour le maïs.

Comparativement à la moyenne des 5 dernières années, les prix sur les marchés de collecte donnent des variations de -1% pour le maïs, -3% pour le mil et -2% pour le sorgho. Sur les marchés de détail, les variations sont de -1% pour le mil, -3% pour le maïs et -4% pour le sorgho.

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2015	2016	2016	2016	2016	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	41,5	118,3	19,2	0,0	57,5		38,6%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	194,5	196,2	216,4	189,3	204,7	8,2%	5,3%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	53,1	123,0	33,1	13,4	74,7	458,8%	40,6%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	866,6	864,7	914,2	1 130,5	1 203,4	6,4%	38,9%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	136,1	149,8	150,7	147,0	153,8	4,6%	13,0%
BOISSONS ET TABAC	238,0	226,4	251,4	228,3	259,2	13,5%	8,9%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	136,1	149,8	150,7	147,0	153,8	4,6%	13,0%
BOULANGERIES, MEUNERIES	140,4	137,1	117,4	138,0	128,7	-6,8%	-8,3%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	106,2	136,4	149,1	110,3	95,0	-13,8%	-10,6%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	170,2	170,2	173,1	148,0	247,6	67,3%	45,5%
INDUSTRIES CHIMIQUES	61,0	62,3	77,7	76,5	71,9	-6,0%	17,9%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	6,0	6,9	6,6	3,9	22,9	481,3%	280,7%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	148,9	164,4	193,1	142,2	164,2	15,5%	10,2%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	45,4	38,7	31,6	31,2	35,7	14,6%	-21,2%
TOTAL GENERAL HORS BTP	149,3	173,7	170,9	156,0	174,9	12,2%	17,2%
IHPI	135,5	155,8	152,5	139,4	156,5	12,2%	15,5%



L'activité industrielle est relancée au cours du premier trimestre 2017. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) s'établit à 156,5%, en hausse de 12,2% en glissement trimestriel. En glissement annuel, l'indice est également en augmentation (15,5%).

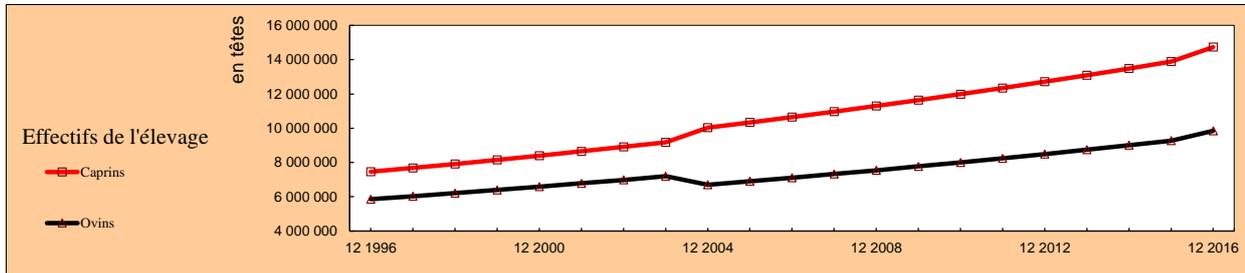
Cette relance s'explique par l'amélioration de la production dans la plupart des branches d'activités mais, principalement dans les industries textiles, les industries de fabrication de boissons et de tabac et dans le secteur eau, électricité et gaz. En effet, l'activité d'égrenage de coton est entrée dans sa phase de production saisonnière et son indice est en forte hausse en glissement trimestriel (458,8%).

En glissement annuel, l'indice croît également de 40,6%. La production des industries de fabrication de boissons et de tabacs est elle aussi en croissance au cours du quatrième trimestre 2016 et l'indice de la branche est en hausse tant en glissement trimestriel (13,5%) qu'annuel (8,9%). Enfin, l'indice des industries énergétiques s'est établi à 164,2%, en progression de 15,5% en glissement trimestriel et de 10,2% en glissement annuel. Les industries alimentaires ont enregistré la plus importante baisse de production au cours du trimestre. En effet, leur indice décroît par rapport au troisième trimestre 2016 (-13,8%) et aussi en glissement annuel (-10,2%). Les industries chimiques connaissent également un ralentissement au cours du trimestre, traduit par une baisse de 6,0% en glissement trimestriel de l'indice de la branche. Par contre, comparativement au même trimestre de l'année précédente, l'indice connaît une hausse relativement forte de 17,9%.

Source : MINEFID / INSD

EFFECTIFS DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2012	déc 2013	déc 2014	déc 2015	déc 2016	Croissance moyenne	
						2012-2016	2015-2016
Effectif de bovins (en têtes)	8 737 757	8 912 491	9 090 718	9 272 510	9 457 934	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	8 745 206	9 007 538	9 277 746	9 556 056	9 842 712	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	13 094 064	13 486 864	13 891 447	14 308 172	14 737 393	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	39 797	40 991	42 220	43 487	44 792	3,0%	3,0%

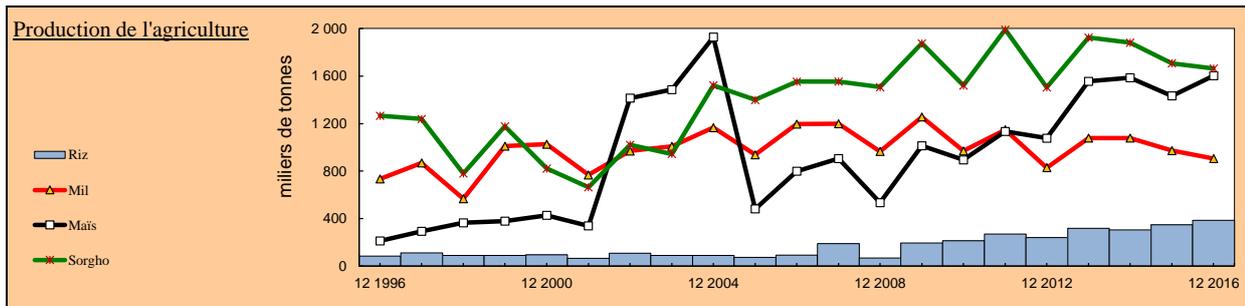


La mise à jour de l'effectif du cheptel nous renseigne que les bovins restent l'espèce la plus importante en terme de valeur monétaire. Les petits ruminants (ovins et caprins) sont les plus exportés et représentent au moins 60% du bétail exporté. Les ménages ont beaucoup plus recours aux petits ruminants pour obtenir de la liquidité et/ou des vivres. Quant à la volaille, elle est plus consommée localement.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2012	déc 2013	déc 2014	déc 2015	déc 2016	Croissance moyenne	
						2012-2016	2015-2016
Production brute totale de céréales	4 898 544	4 869 723	4 469 300	4 189 665	4 567 066	-1,7%	9,0%
dont : Production brute de mil	1 078 394	1 078 570	972 539	946 184	905 071	-4,3%	-4,3%
dont : Production brute de sorgho	1 923 805	1 880 465	1 707 613	1 435 640	1 663 844	-3,6%	15,9%
dont : Production brute de maïs	1 556 316	1 585 418	1 433 085	1 469 612	1 602 525	0,7%	9,0%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	319 390	305 382	347 501	325 138	384 690	4,8%	18,3%



Le premier trimestre de l'année 2017 a été marqué par les résultats définitifs que la campagne agricole 2016/2017. La production céréalière définitive nationale brute 2016/2017 est évaluée à quatre millions cinq cent soixante-sept mille soixante-six (4 567 066) tonnes, composée de :

Sorgho : 1 663 844 tonnes ; Maïs : 1 602 525 tonnes ; Mil : 905 071 tonnes ; Riz : 384 690 tonnes ;
Fonio : 10 936 tonnes.

Comparée à la production totale définitive de la campagne 2015/2016, la production céréalière de la campagne agricole 2016/2017 est en hausse de 9%. Les productions du mil et du fonio accusent des baisses respectives de 4,3% et 16,5% tandis que celles du maïs, du riz et du sorgho sont en hausse de 9%, 18,3% et 15,9% respectivement.

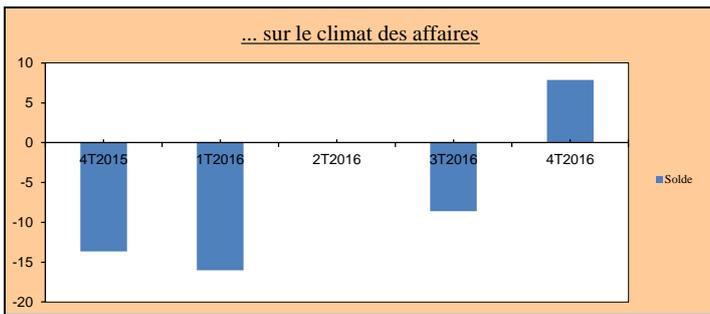
Par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes agricoles, la production céréalière a augmenté de 3,4% soit des variations de -7,7% pour le mil, +12,5% pour le maïs, +25% pour le riz, -28,7% pour le fonio et -3,6% pour le sorgho.

Pour les cultures de rentes, la production définitive est de un million quatre cent quatre-vingt-treize mille neuf cents (1 493 900) tonnes, soit une hausse de 7,5% par rapport à la campagne précédente et une hausse de 22,7% par rapport à la moyenne quinquennale. De façon spécifique et par rapport à la campagne précédente, il ressort une variation de +2,1% pour le coton, de +41,9% pour l'arachide, de -30,3% pour le sésame et de +29,1% pour le soja. Comparativement à la moyenne quinquennale, le coton est en hausse de 12,8%, l'arachide en hausse de 59,6%, le sésame en baisse de 6,8% et le soja en hausse de 24,0%.

L'analyse du bilan céréalière ressort un excédent brut de 93 522 tonnes avec 16 provinces qui ont un taux de couverture en besoins céréalières déficitaires (inférieur à 90%) : Kadiogo, Sanmatenga, Séno, Namentenga, Zondoma, Boulkiémdé, Passoré, Oudalan, Bam, Kourweogo, Oubritenga, Yatenga, Gnagna, Comoé, Komandjoari, Boulgou.

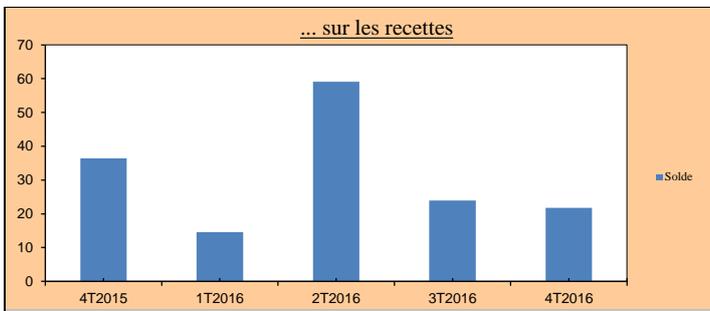
Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S. et D.G.E.S.S.

SOLDES D'OPINION (%) DES CHEFS D'ENTREPRISES...



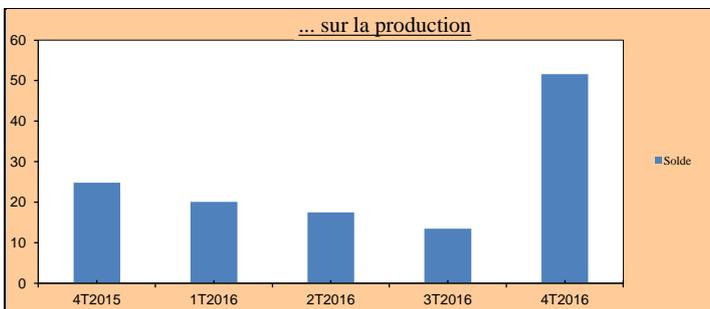
Climat des affaires

Le climat des affaires s'est amélioré au dernier trimestre 2016 par rapport au troisième de l'année. L'amélioration du climat des affaires intervient ainsi pour la première fois depuis le deuxième trimestre 2014.



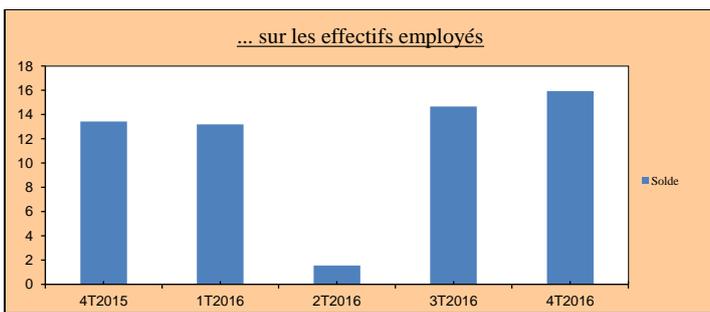
Recettes

Par ailleurs, les ventes ont progressé au quatrième trimestre 2016 comparées au troisième trimestre 2016.



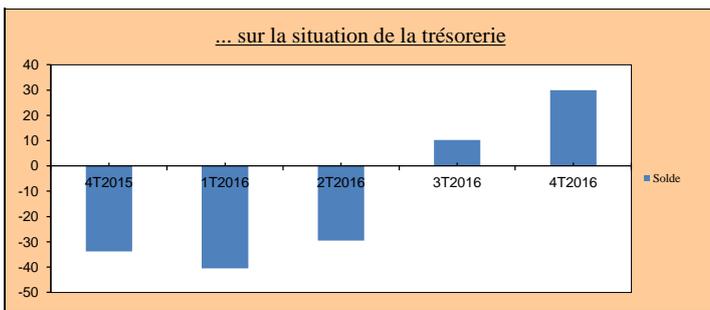
Production

Aussi, le niveau de la production s'est accru entre les deux trimestres.



Effectifs employés

Cet environnement favorable a profité à l'emploi avec l'augmentation des effectifs employés pour le deuxième trimestre consécutif.



Trésorerie des entreprises

Ainsi, pour le deuxième trimestre de suite la situation de la trésorerie des entreprises est bonne.

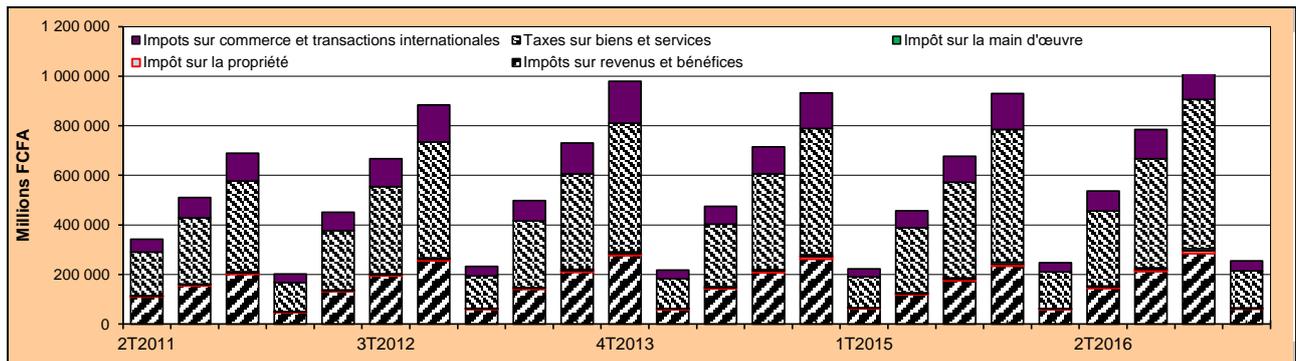
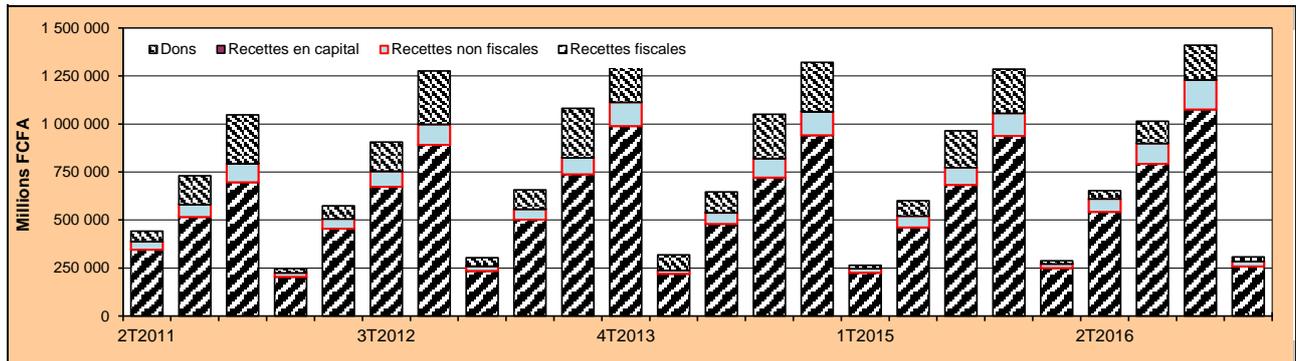
Source : MINEFID / INSD

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin mars 2017, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 57,9 milliards de FCFA, contre un excédent de 49,7 milliards de FCFA à fin mars 2016.

RECETTES TOTALES ET DONNS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	1. Trim. 2016	2. Trim. 2016	3. Trim. 2016	4. Trim. 2016	1. Trim. 2017	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Recettes totales et dons	1 570 175,7	287 445,0	652 960,4	1 014 301,9	1 409 881,7	307 847,7	19,6%	7,1%
Recettes totales	1 283 901,5	271 655,7	609 515,2	899 772,8	1 229 691,3	283 858,9	22,1%	4,5%
Recettes courantes	1 283 901,5	271 625,5	609 485,0	899 742,7	1 229 661,0	283 858,9	22,1%	4,5%
Recettes fiscales	1 127 291,3	249 313,4	541 297,5	791 828,6	1 074 593,6	257 848,7	22,9%	3,4%
Impôts sur revenus et bénéfiques	307 416,6	58 600,6	144 660,4	212 846,5	285 742,5	61 163,2	19,9%	4,4%
Impôt sur la main d'œuvre	19 132,2	2 246,4	4 476,3	6 590,6	8 743,8	2 287,4	12,0%	1,8%
Taxes sur biens et services	607 410,3	147 510,7	301 820,7	440 257,4	600 942,8	148 758,1	24,5%	0,8%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	182 742,2	36 668,1	81 103,6	118 456,8	159 130,3	40 411,7	22,1%	10,2%
Autres recettes fiscales	10 590,0	2 116,9	4 502,5	6 394,6	9 341,2	3 199,1	30,2%	51,1%
Recettes non fiscales	156 610,2	22 312,1	68 187,4	107 914,0	155 067,4	26 010,2	16,6%	16,6%
Recettes en capital	0,000	30,173	30,173	30,173	30,299	0,000		-100,0%
Dons	286 274,2	15 789,3	43 445,2	114 529,1	180 190,4	23 988,8	8,4%	51,9%
Projets	213 771,5	15 789,3	43 445,2	76 237,3	98 992,3	23 988,8	11,2%	51,9%
Programmes	72 502,7	0,0	0,0	38 291,8	81 198,1	0,0	0,0%	



Au titre des recettes totales et dons, le TOFE affiche un niveau de réalisation de 307,8 milliards de FCFA à fin mars 2017 contre 287,4 milliards de FCFA à fin mars 2016, soit une progression de 7,1%, imputable à un accroissement tant des recettes propres que des dons.

Les recettes totales (recettes propres) ont connu une hausse de 4,5% (+12,2 milliards de FCFA) par rapport à fin mars 2016. Cette hausse est portée aussi bien par les recettes fiscales que les recettes non fiscales.

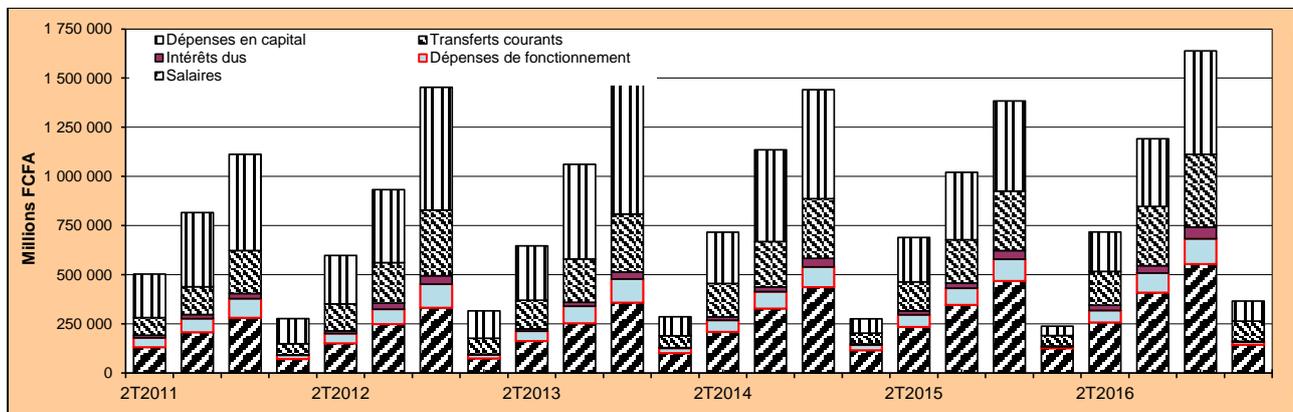
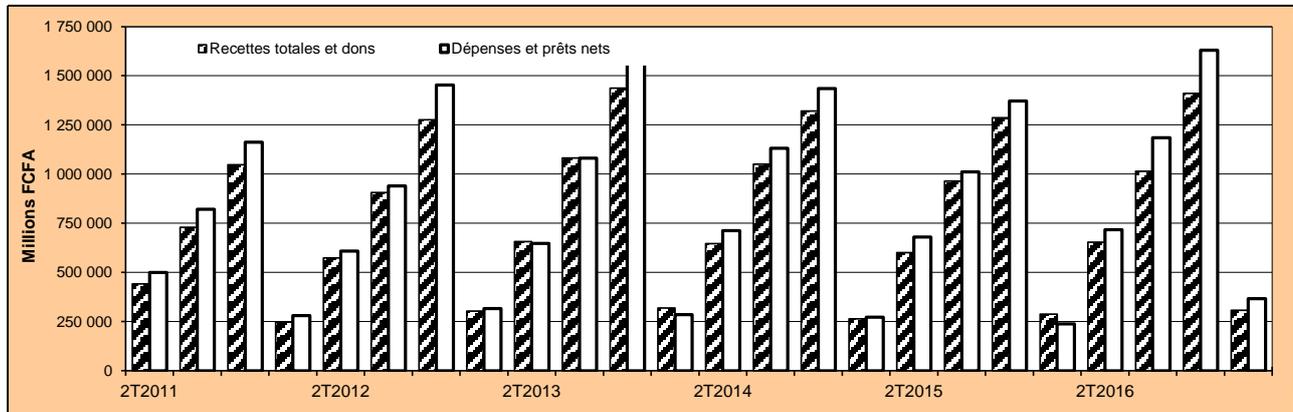
En effet, les recettes fiscales se sont établies à 257,8 milliards de FCFA à fin mars 2017, en hausse de 8,5 milliards de FCFA par rapport à fin mars 2016, imputable à une progression de toutes ses composantes. Les accroissements les plus importants se situent au niveau des impôts sur le commerce et les transactions internationales (+3,7 milliards de FCFA), des impôts sur les revenus et les bénéfiques (+2,6 milliards de FCFA) ainsi que des taxes sur les biens et services (+1,2 milliards de FCFA). Concernant les recettes non fiscales, elles ont enregistré une progression de 16,6% (+3,7 milliards de FCFA) en lien avec la hausse des ventes non industrielles de 1,9 milliards de FCFA et des autres recettes non fiscales de 2,5 milliards de FCFA.

Quant aux dons, ils ont été mobilisés à hauteur de 24,0 milliards de FCFA à fin mars 2017, en augmentation de 8,2 milliards de FCFA par rapport à fin mars 2016. Cette progression est due exclusivement à la hausse des dons projets, les dons programmes n'ayant connu aucun décaissement ni à fin mars 2017 ni à fin mars 2016.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prédvision budgétaire (2016)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2016	2016	2016	2016	2017		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Dépenses et prêts nets	1 796 632,1	237 761,5	716 577,9	1 184 353,2	1 629 838,0	365 760,2	20,4%	53,8%
Dépenses	1 799 564	238 383,5	717 532,0	1 191 979,4	1 638 501,3	365 764,7	20,3%	53,4%
Dépenses courantes	1 070 590	190 077,7	516 754,0	847 636,3	1 112 301,1	264 468,7	24,7%	39,1%
Salaires	519 075	125 622,8	256 884,0	408 642,3	554 474,4	143 981,2	27,7%	14,6%
Dépenses de fonctionnement	140 308	7 463,8	61 916,8	100 175,1	128 515,7	14 531,2	10,4%	94,7%
Intérêts dus	49 512	4 052,9	26 840,6	37 307,8	59 793,4	3 344,8	6,8%	-17,5%
Transferts courants	361 696	52 938,2	171 112,5	301 511,2	369 517,6	102 611,5	28,4%	93,8%
Dépenses en capital	728 973	48 305,9	200 777,9	344 343,1	526 200,2	101 296,0	13,9%	109,7%
financées sur ressources propres	366 395	10 287,0	109 661,1	195 126,3	338 390,0	59 021,1	16,1%	473,7%
Prêts nets	-2 932	-622,1	-954,0	-7 626,2	-8 663,3	-4,5	0,2%	-99,3%



Au titre des dépenses totales et prêts nets, le TOFE enregistre un niveau d'exécution cumulé de 365,8 milliards de FCFA à fin mars 2017 contre 237,8 milliards de FCFA à la même période en 2016, soit une hausse de 127,4 milliards de FCFA. Cette hausse résulte à la fois d'une progression des dépenses courantes de 74,4 milliards de FCFA et des dépenses en capital de 53,0 milliards de FCFA.

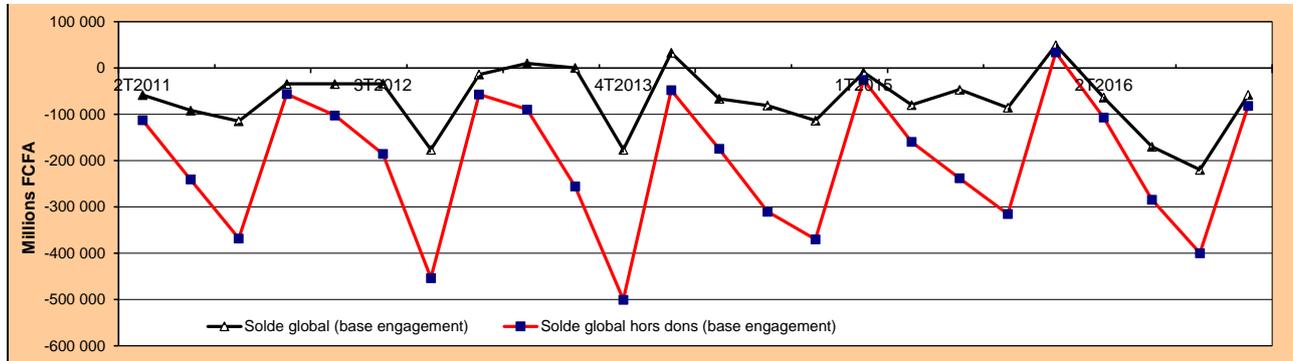
L'accroissement des dépenses courantes est imputable essentiellement à une augmentation des dépenses de transferts courants (+49,7 milliards de FCFA) et des dépenses de personnel (+18,4 milliards de FCFA). La prise en charge du reversement de la quasi-totalité des agents publics dans la loi 081 et l'évolution des effectifs additionnels ont eu pour effet une augmentation des dépenses de personnel de 14,6% comparativement à fin mars 2016. Quant aux transferts courants, ils sont passés de 52,9 milliards de FCFA à fin mars 2016 pour s'établir à 102,6 milliards de FCFA à fin mars 2017, soit une hausse de 93,8% liée avec la hausse des transferts aux EPE et la subvention du gaz butane.

Les dépenses en capital ont plus que doublé au cours de la période pour s'établir à 101,3 milliards de FCFA à fin mars 2017. Cette situation serait due aux mesures d'anticipation et d'allègement des procédures de passation de certains marchés publics.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2016	2016	2016	2016	2017		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Solde global (base engagement)	-226 456,3	49 683,5	-63 617,6	-170 051,3	-219 956,3	-57 912,4	25,6%	-216,6%
Solde global hors dons (base engagement)	-512 730,6	33 894,2	-107 062,8	-284 580,4	-400 146,7	-81 901,2	16,0%	-341,6%
Solde primaire	-463 218,4	37 947,1	-80 222,1	-247 272,6	-340 353,3	-78 556,5	17,0%	-307,0%
Solde de base	-150 152,0	70 050,5	-21 384,7	-141 414,1	-219 325,0	-39 626,4	26,4%	-156,6%
Solde global (base caisse)	-226 456,3	-45 221,6	-74 812,6	-120 572,3	-134 350,8	-159 615,4	70,5%	253,0%
Solde global hors dons (base caisse)	-512 730,6	-61 011,0	-118 257,8	-235 101,4	-314 541,1	-183 604,2	35,8%	200,9%

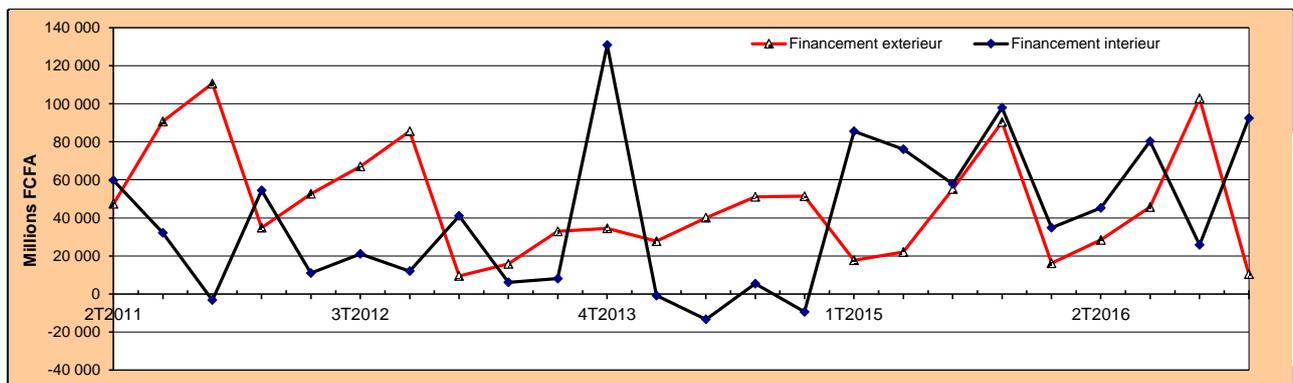


A fin mars 2017, le solde global base engagement est ressorti déficitaire de 57,9 milliards de FCFA contre un excédent de 49,7 milliards de FCFA à fin mars 2016.

Quant au solde global "base caisse", il s'est établi à -159,6 milliards de FCFA à fin mars 2017 contre -45,2 milliards de FCFA une année auparavant, soit une détérioration de 114,4 milliards de FCFA.

Le financement s'est établi à 169,2 milliards de FCFA dont 158,7 milliards de FCFA pour le financement intérieur. Ce financement intérieur a bénéficié d'un apport du marché monétaire sous régional en deçà des attentes.

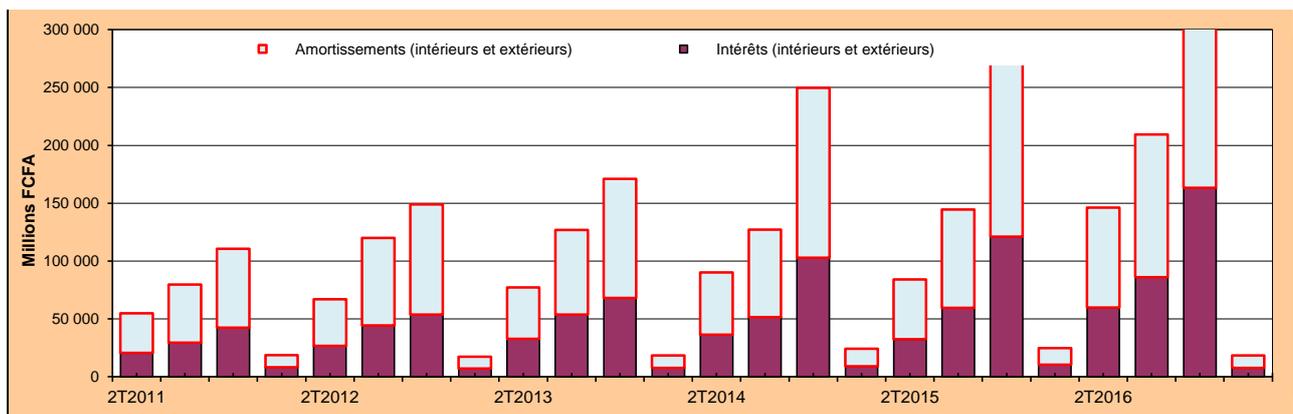
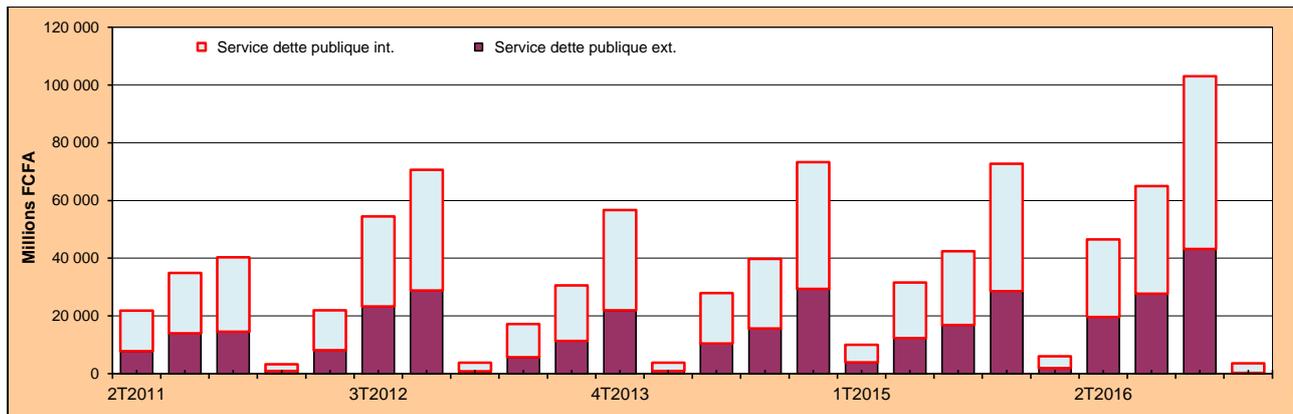
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2016	2016	2016	2016	2017		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Financement	226 456,3	50 935,8	73 684,2	125 949,0	128 684,2	102 899,5	45,4%	102,0%
Financement extérieur	168 413,5	16 112,4	28 410,7	45 677,0	102 887,2	10 423,8	6,2%	-35,3%
Décaissements extérieurs	207 105,5	20 366,9	42 232,8	66 929,0	144 801,3	18 286,1	8,8%	-10,2%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-38 692,0	-4 254,5	-13 822,1	-21 252,0	-41 914,1	0,0	0,0%	-100,0%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-7 862,3		
Financement intérieur	58 042,9	34 823,4	45 273,5	80 272,0	25 796,9	92 475,8	159,3%	165,6%
Financement bancaire	63 817,7	21 512,5	5 777,7	1 210,0	-75 291,7	84 274,9	132,1%	291,7%
Secteur non bancaire	-5 774,8	13 310,8	39 495,9	79 062,0	101 088,6	8 200,8	-142,0%	-38,4%
Gap de financement	0,0	-9,6	-84,6	-118,6	4 553,2	66 267,2		-687365,7%



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2016	2016	2016	2016	2017		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Total service dette publique	195 161,3	14 422,6	86 513,5	123 336,4	223 188,5	10 907,9	5,6%	-24,4%
Amortissements (int. et ext.)	145 649	10 369,7	59 672,9	86 028,6	163 395,1	7 563,2	5,2%	-27,1%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	49 512	4 052,9	26 840,6	37 307,8	59 793,4	3 344,8	6,8%	-17,5%
Service dette publique int.	134 763,3	8 070,5	65 527,3	92 454,9	164 707,3	7 839,1	5,8%	-2,9%
Amortissements	106 957	6 115,1	45 850,8	64 776,6	121 481,0	7 563,2	7,1%	23,7%
Intérêts	27 806	1 955,4	19 676,5	27 678,3	43 226,3	275,9	1,0%	-85,9%
Service dette publique ext.	60 398,0	6 352,1	20 986,3	30 881,5	58 481,1	3 068,8	5,1%	-51,7%
Amortissements	38 692	4 254,5	13 822,1	21 252,0	41 914,1	41 914,1		
Intérêts	21 706	2 097,5	7 164,2	9 629,5	16 567,1	3 068,8	14,1%	46,3%
Service dette ext./recettes totales	4,7%	2,3%	3,4%	3,4%	4,8%	1,1%		-1,3 points

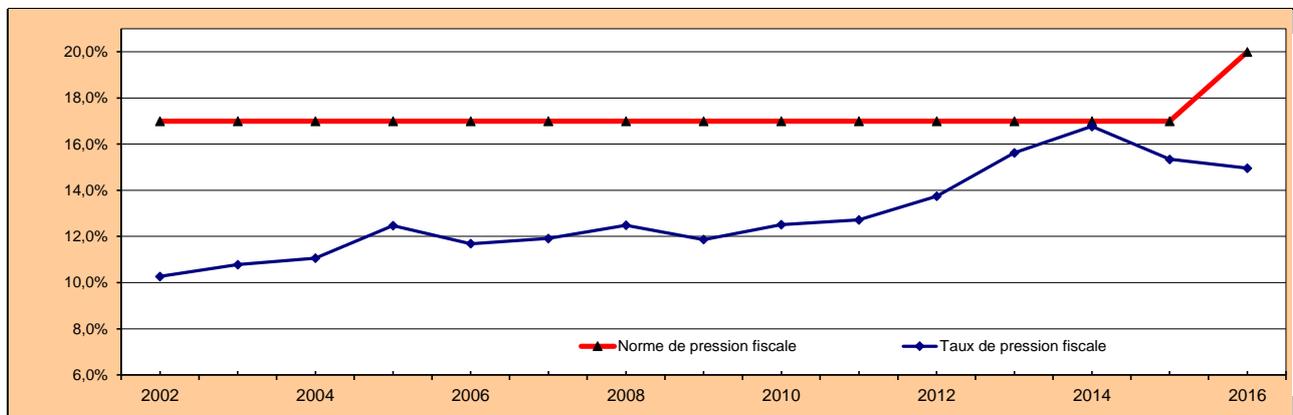


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 1,1% au 31 mars 2017 contre 0,8 % à fin mars de l'année dernière. Cela traduit une accumulation du poids de la dette sur les ressources propres.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes		12 2012	12 2013	12 2014	12 2015	12 2016
			Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
Critères de 1er rang							
Soldes budgétaires global / PIB nominal	≥	-3%	-3,1%	-3,0%	-1,9%	-1,3%	-3,1%
Taux d'inflation	≤	3%	3,8%	0,5%	-0,3%	1,0%	-0,2%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤	70%	28,8%	29,4%	31,6%	33,2%	31,2%
Critères de 2nd rang							
Masse salariale / Recettes fiscales	≤	35%	37,3%	36,2%	46,5%	50,0%	51,6%
Taux de pression fiscale	≥	20%	15,6%	16,8%	15,3%	14,2%	15,0%



En 2016, sur la base des estimations préliminaires, le Burkina Faso a respecté deux (2) critères de premiers rang, à savoir le taux d'inflation annuel moyen et l'encours total de la dette publique rapporté au PIB nominal. Le critère clé (le solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal) n'est cependant pas respecté.

Quant aux deux critères de second rang, aucun n'a été respecté en 2016. Le taux de pression fiscale s'est établi à 15,6% en 2016 contre 14,7% en 2015, non conforme à la norme communautaire de 20% minimum. Le ratio masse salariale sur recettes fiscales est ressorti à 51,6% en 2016 contre 50,0% en 2015, ne respectant pas la norme communautaire de 35% maximum.

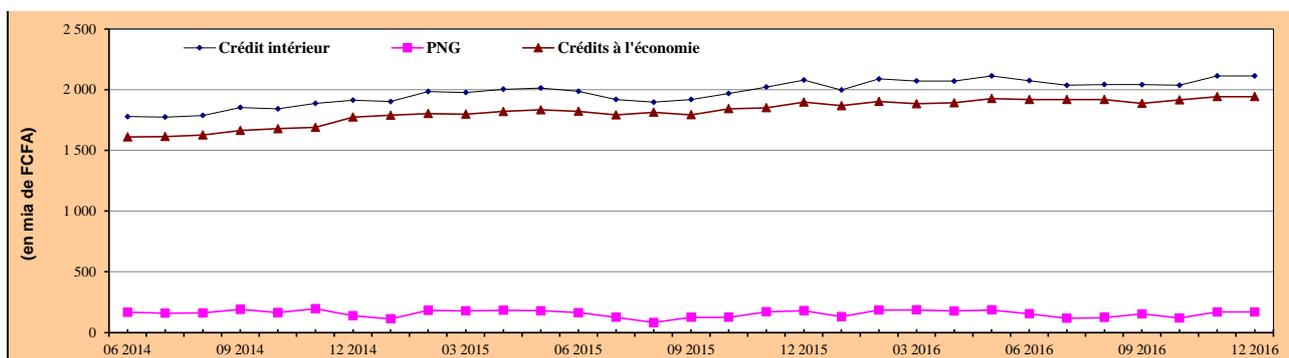
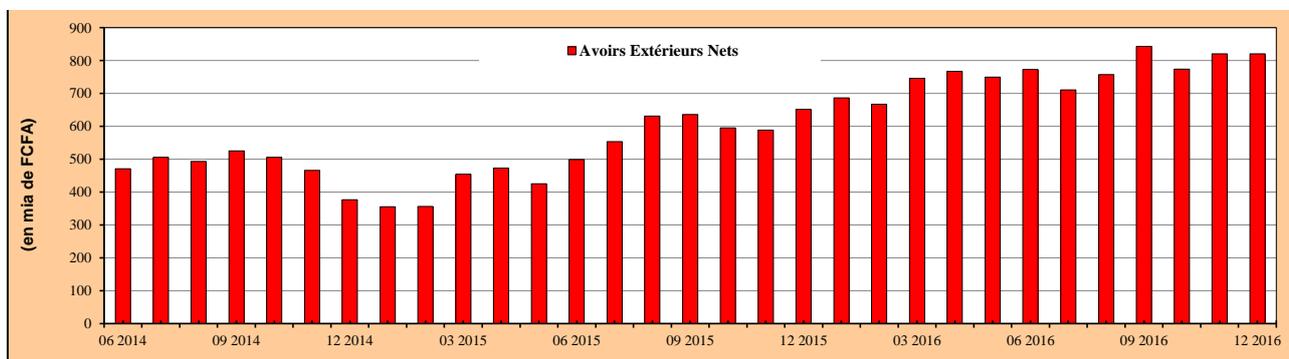
Source : MINEFID

Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

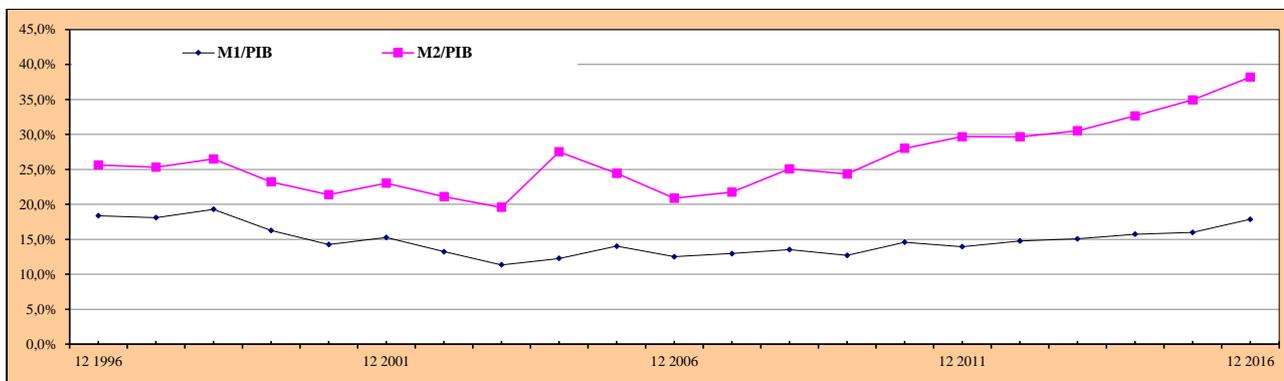
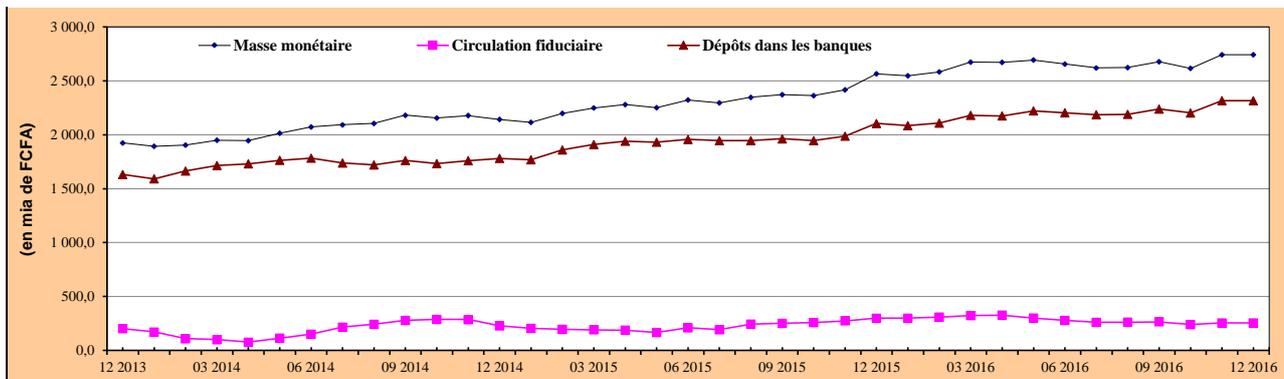
Les transactions avec le reste du monde se traduiraient par un repli des Avoirs Extérieurs Nets de 21,8 milliards de FCFA (-2,6%), en passant de 842,7 milliards de FCFA à fin septembre 2016 à 820,9 milliards de FCFA à fin novembre 2016. Cette diminution est imputable à la Banque Centrale dont les avoirs extérieurs nets ont baissé de 114,1 milliards de FCFA, ceux des banques commerciales s'étant rehaussés de 92,2 milliards de FCFA au cours de la période sous revue.

AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	4. Trim. 2015	1. Trim. 2016	2. Trim. 2016	3. Trim. 2016	4. Trim. 2016	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
Est.									
Avoirs Extérieurs Nets	651,9	745,9	772,8	842,7	820,9	-21,8	-2,6%	169,0	25,9%
BCEAO	-144,3	-138,7	-130,1	-136,5	-250,6	-114,1	83,6%	-106,3	73,7%
Banques	796,2	884,6	902,9	979,2	1 071,4	92,2	9,4%	275,3	34,6%
Crédit intérieur	2 078,6	2 070,3	2 073,7	2 040,8	2 112,3	71,5	3,5%	33,7	1,6%
PNG	181,1	186,9	154,3	153,7	169,3	15,6	10,1%	-11,8	-6,5%
Crédits à l'économie	1 897,5	1 883,4	1 919,4	1 887,0	1 943,0	55,9	3,0%	45,5	2,4%
dont crédits à court terme	972,3	955,3	956,8	873,2	938,5	65,3	7,5%	-33,8	-3,5%
dont crédits de campagne	41,6	40,9	47,8	30,7	29,2	-1,5	-4,9%	-12,4	-29,7%
dont crédits à moyen et long terme	883,6	887,2	914,7	983,1	975,3	-7,8	-0,8%	91,7	10,4%
Masse monétaire	2 565,5	2 672,7	2 655,0	2 676,2	2 742,7	66,5	2,5%	177,2	6,9%
Circulation fiduciaire	299,2	323,9	279,0	265,5	254,6	-10,9	-4,1%	-44,6	-14,9%
Dépôts dans les banques	2 105,0	2 180,6	2 204,7	2 238,0	2 315,4	77,4	3,5%	210,5	10,0%
dont dépôts à vue	974,8	1 009,1	997,3	1 018,9	1 086,5	67,6	6,6%	111,6	11,5%
dont dépôts à terme	719,5	751,3	760,0	775,5	780,1	4,6	0,6%	60,6	8,4%
Autres Postes Nets	165,0	143,5	191,5	207,3	190,5	-16,8	-8,1%	25,4	15,4%



La régression des AEN de la Banque Centrale serait imprimée par la baisse plus importante de ses avoirs extérieurs bruts (-121,1 milliards de FCFA) par rapport à celle de ses engagements vis-à-vis des non résidents (-7,1 milliards de FCFA)

La hausse des AEN des banques commerciales est en lien principalement avec la hausse de de leurs avoirs extérieurs bruts (+123,8 milliards de FCFA, soit +9,3%), atténuée par la progression leurs engagements extérieurs (+31,6 milliards de FCFA, soit +8,9%). L'accroissement des créances brutes sur l'extérieur serait imprimé par la hausse de l'encours de leur détention de titres publics des autres Etats de l'UMOA. Quant à la hausse des engagements extérieurs bruts des banques, elle s'expliquerait notamment par l'effet des concours sollicités par les sociétés mères en vue du financement des activités de leurs clients dans le cadre de la reprise économique après les crises de 2014 et 2015.



Le crédit intérieur a progressé de 71,5 milliards de FCFA (+3,5%) entre fin septembre 2016 et fin novembre 2016, se situant à 2.112,3 milliards de FCFA. Cette augmentation est due aussi bien à la hausse des crédits à l'économie (+55,9 milliards de FCFA), qu'à la détérioration de la PNG (+15,6 milliards de FCFA) au cours de la même période.

En effet, les crédits à l'économie sont passés de 1.887,0 milliards de FCFA à fin septembre 2016 à 1.1943,0 milliards de FCFA à fin novembre 2016, soit une hausse de 3,0% sur deux mois. Cette progression est imputable aux crédits ordinaires (+57,5 milliards de FCFA), les crédits de campagne s'étant inscrits en baisse (-1,5 milliard de FCFA).

Quant à la PNG, elle s'est située à +169,3 milliards de FCFA à fin novembre 2016 contre +153,7 milliards de FCFA à fin septembre 2016, enregistrant une détérioration de 15,6 milliards de FCFA qui s'expliquerait par une baisse des créances de l'Etat (-27,1 milliards de FCFA) plus importante que celle de ses engagements (-11,5 milliards de FCFA).

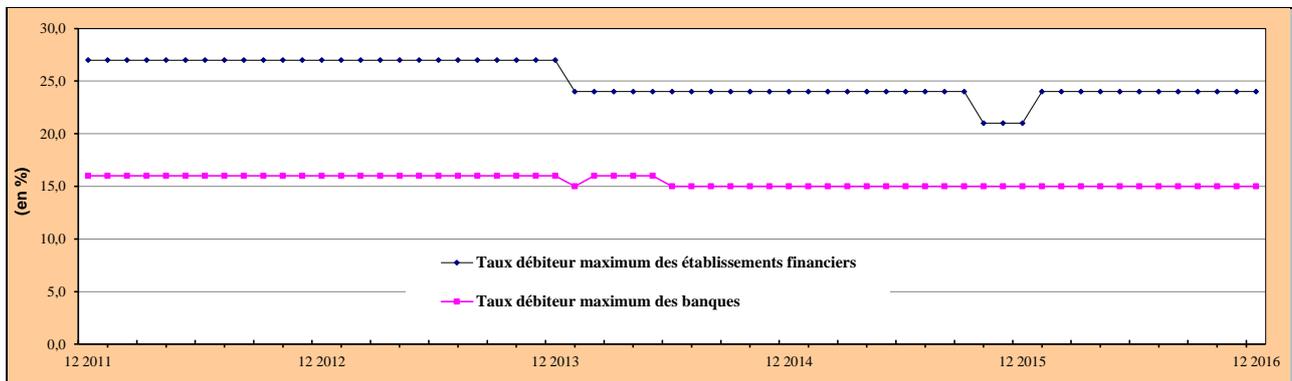
Suivant l'évolution résultante de ses contreparties, la masse monétaire a augmenté de 66,5 milliards de FCFA (+2,5%) entre fin septembre 2016 et fin novembre 2016, ressortant à 2.742,7 milliards de FCFA. Cette expansion est imprimée par les dépôts en comptes (+77,0 milliards de FCFA, soit +3,2%), la circulation fiduciaire s'étant inscrite en baisse (-10,9 milliards de FCFA, soit -4,1%).

AGREGATS MONETAIRES	déc.12	déc.13	déc.14	déc.15	déc.16
				Est.	Est.
M1/PIB	15,1%	15,7%	16,0%	18,3%	17,9%
M2/PIB	30,5%	32,6%	34,9%	38,9%	38,2%

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	4. Trim. 2015	1. Trim. 2016	2. Trim. 2016	3. Trim. 2016	4. Trim. 2016	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	11,0	13,2	11,0	13,2	13,2	0,0%	19,9%
Taux débiteur minimum des banques	11,0	1,5	11,0	1,5	1,5	0,0%	-86,4%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	10,0	11,5	10,0	11,5	11,5	0,0%	15,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	19,5	12,0	19,5	12,0	12,0	0,0%	-38,5%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	21,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	14,3%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs CFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) de la BCEAO a été revu à la hausse de 100 points de base au cours du quatrième trimestre 2016, sur décision prise le 06 décembre 2016 par le Comité de Politique Monétaire (CPM) lors de sa réunion ordinaire. Ainsi, à compter du 16 décembre 2016, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) sont fixés respectivement à 2,50% et 4,50% contre des taux respectifs antérieurs de 2,50% et 3,50% auparavant.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,00% à 11,00% au quatrième trimestre de 2016.

En ce qui concerne les établissements financiers, les taux de base ont évolué entre 10,00% et 15,00% au cours du quatrième trimestre 2016.

Par Décision n°CM/UMOA/011/06/2013 du 28 juin 2013, le taux d'usure a été fixé à 15,0% l'an pour les Banques et 24,0% l'an pour les Etablissements Financiers à caractère bancaire, les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) et les autres agents économiques.

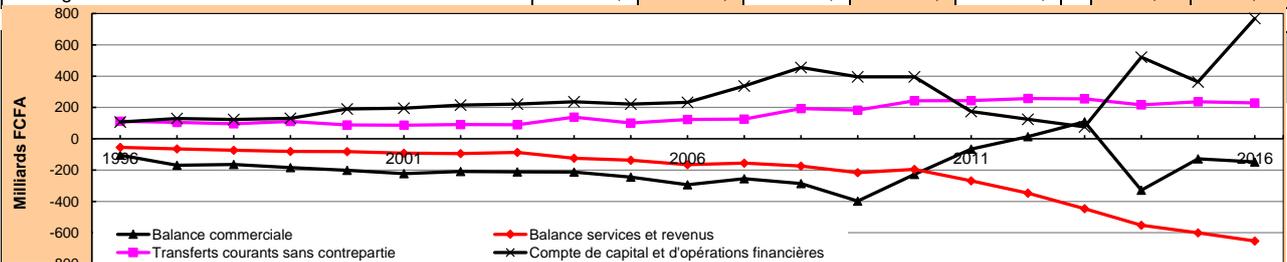
Sources : B.C.E.A.O.

Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Les comptes extérieurs du Burkina Faso ont été marqués en 2015 par une faible croissance tant des exportations que des importations. Cette évolution s'expliquerait par une timide progression de l'activité économique intérieure, dans un contexte de bonne orientation des cours mondiaux de l'or marchandise et de baisse de ceux du pétrole brut ainsi que du coton fibre. Dans l'ensemble, les transactions avec le reste du monde se sont caractérisées par une aggravation du déficit courant, une diminution du solde du compte de capital et une augmentation du compte financier.

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	déc 2012	déc 2013	déc 2014	déc 2015	déc 2016	Var. 2016	
						Var./2015	Var./2016
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Exportations de biens FOB	1 464,3	1 315,3	1 362,3	1 397,7	1 498,7	7,2%	10,0%
Importations de biens FOB	1 355,8	1 644,2	1 490,9	1 540,4	1 646,4	6,9%	10,4%
Balance commerciale	108,5	-328,8	-128,6	-142,7	-147,6	3,4%	14,8%
Services	-407,6	-459,4	-423,2	-458,7	-476,2	3,8%	12,5%
Revenus	-39,1	-93,3	-177,5	-199,5	-176,7	-11,4%	-0,5%
Balance des services et revenus	-446,6	-552,7	-600,7	-658,2	-652,8	-0,8%	8,7%
Transferts courants sans contrepartie	255,3	216,9	236,1	271,6	228,5	-15,9%	-3,2%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-82,9	-664,6	-493,2	-529,4	-572,0	8,0%	16,0%
Transferts en capital	137,8	238,4	200,2	153,8	150,1	-2,4%	-25,0%
Opérations financières	-61,7	282,9	163,5	654,9	618,8	-5,5%	278,5%
Comptes de capital et d'opérations financières	76,1	521,3	363,7	808,6	769,0	-4,9%	111,4%
Erreurs et omissions	3,4	-3,8	-3,4	4,3	3,9	-9,8%	-215,4%
Solde global	-3,4	-147,0	-132,9	283,6	200,9	-29,2%	-251,1%



La balance commerciale a dégagé un solde déficitaire de 142,7 milliards de FCFA en 2015 contre un déficit de 128,6 milliards de FCFA en 2014, soit une détérioration de 14,1 milliards de FCFA (-11,0%), en raison d'un accroissement des importations (+49,5 milliards de FCFA) plus important que celui des exportations (+35,4 milliards de FCFA). En effet, les exportations ont atteint 1.397,7 milliards de FCFA en 2015, en hausse de 2,6% sur un an, imputable principalement à la progression des exportations d'or non monétaire (+75,8 milliards de FCFA). En effet, les ventes d'or à l'étranger sont passées de 800,0 milliards de FCFA en 2014 à 875,8 milliards de FCFA en 2015, à la faveur d'une progression des quantités et d'une bonne orientation des cours. Les importations ont progressé de 49,5 milliards de FCFA, en raison du contexte de la Transition politique marquée par un attentisme des opérateurs économiques à effets négatifs sur le rythme de l'activité économique intérieure. Elles sont passées de 1.490,9 milliards de FCFA en 2014 à 1.540,4 milliards de FCFA en 2015. Cet accroissement de 3,3% est dû principalement aux biens d'équipement (+107,6 milliards de FCFA), biens intermédiaires (+65,5 milliards de FCFA) et aux produits alimentaires (+14,9 milliards de FCFA), la valeur des produits pétroliers importés s'étant inscrite en repli de 152,4 milliards de FCFA, en liaison avec la baisse des cours internationaux du pétrole.

Pour la balance des services, elle a dégagé un solde de -458,7 milliards de FCFA en 2015 contre -423,2 milliards de FCFA en 2014, soit une détérioration de 8,4%, en liaison principalement avec la hausse des paiements au profit des non-résidents au titre des autres services, notamment financiers et d'assurance.

La balance des revenus primaires est ressortie à -199,5 milliards de FCFA en 2015 contre -177,5 milliards de FCFA en 2014, soit une détérioration de 12,4%, due à une accentuation du solde déficitaire des revenus des investissements. Le solde des revenus secondaires s'est établi à 271,6 milliards de FCFA en 2015, en accroissement de 35,5 milliards de FCFA (+15,0%) sur un an, reflétant la hausse des transferts publics, notamment les appuis budgétaires reçus par l'Etat (+31,6 milliards de FCFA) et des transferts privés (+3,9 milliards de FCFA).

Au total, les transactions courantes avec le reste du monde se sont traduites par une détérioration du solde du compte courant qui est passé de -8,0% du PIB en 2014 à -8,1% en 2015. Hors dons officiels, les transactions courantes se sont soldées par un déficit de 13,2% en part du PIB en 2015 contre 12,4% en 2014. Le solde du compte de capital s'est situé à +153,8 milliards de FCFA en 2015, en diminution de 23,2% par rapport à son niveau de 200,2 milliards de FCFA en 2014. Cette évolution résulte d'un repli des transferts en capital de l'Administration Publique (-52,3 milliards de FCFA, soit -33,2%) et de la hausse de ceux du secteur privé (+5,8 milliards de FCFA, soit +13,5%). Le flux net des acquisitions nettes d'actifs financiers et d'accroissements nets de passifs s'est caractérisé par des entrées nettes de 654,9 milliards de FCFA en 2015 contre des entrées nettes de 163,5 milliards de FCFA en 2014, soit un afflux de 491,4 milliards de FCFA sur un an. Les flux d'investissements directs se sont traduits en 2015 respectivement par une entrée nette de capitaux de 128,8 milliards de FCFA, correspondant à une diminution de 12,9 milliards de FCFA. Les investissements de portefeuille se sont quant à eux traduits par une entrée nette de capitaux de 3,0 milliards de FCFA contre une sortie nette de 86,2 milliards en 2014, soit un accroissement de 89,2 milliards de FCFA d'une année à l'autre. L'ensemble des transactions avec le reste du monde s'est traduit par un solde global excédentaire de 283,6 milliards de FCFA en 2015 contre un déficit de 132,9 milliards de FCFA en 2014, soit une amélioration de 416,5 milliards de FCFA sur un an.

Sur la bases des estimations, les échanges extérieurs ont été marqués en 2016 par la bonne tenue des prix des principales matières premières exportées, en liaison avec le niveau élevé du dollar américain comparativement à l'euro, monnaie d'ancrage de la zone UEMOA. Les importations seraient marquées par une faible croissance tout comme en 2015, en phase avec la faiblesse des cours mondiaux du pétrole brut et dans une moindre mesure, la timide reprise des activités économiques domestiques. Les transactions avec le reste du monde se traduiraient par un excédent du solde global de la balance des paiements, en relation avec le ralentissement des sorties nettes de capitaux financiers.

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

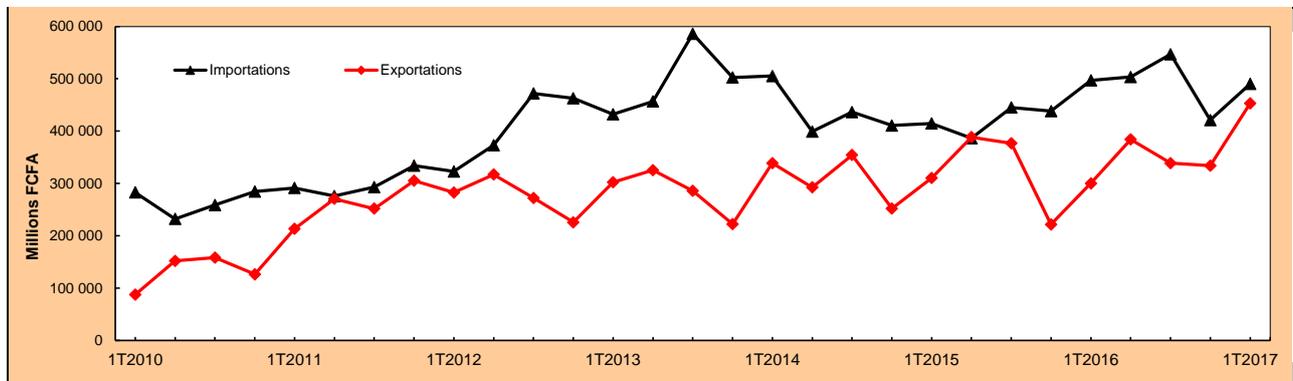
IMPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2016	2016	2016	2016	2017	trimestriel	annuel
TOTAL	503 360,6	547 044,6	421 171,4	482 599,7	490 212,1	1,6%	-2,6%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	4 297,2	4 133,2	4 336,2	4 658,6	4 594,3	-1,4%	6,9%
Produits du règne végétal	27 416,3	30 171,9	26 352,1	33 866,5	26 183,1	-22,7%	-4,5%
Graisses et huiles animales ou végétales	4 190,0	6 919,5	7 179,4	7 368,9	5 111,4	-30,6%	22,0%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	23 277,6	34 629,0	23 037,9	31 151,1	25 553,8	-18,0%	9,8%
Produits minéraux	120 849,8	126 163,7	107 964,6	125 887,1	124 575,3	-1,0%	3,1%
Produits des indust. chimi. ou des indust. connexes	90 031,7	97 903,0	52 763,6	58 521,7	73 262,5	25,2%	-18,6%
Mat. plasti. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	16 641,1	19 083,4	16 942,4	18 570,7	16 571,3	-10,8%	-0,4%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	107,8	288,7	464,6	361,6	185,3	-48,7%	71,9%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 102,3	1 493,8	1 052,4	836,6	925,3	10,6%	-16,1%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	5 823,7	6 772,2	8 325,2	6 434,2	5 023,5	-21,9%	-13,7%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	8 491,5	32 671,6	10 394,4	10 154,8	9 270,9	-8,7%	9,2%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	867,1	3 108,0	2 728,5	1 605,7	1 346,5	-16,1%	55,3%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	3 013,4	3 409,4	3 656,8	3 891,2	4 394,5	12,9%	45,8%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. préc.	27,4	31,9	78,9	74,5	68,9	-7,5%	151,8%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	32 177,8	39 212,2	32 396,0	36 824,1	41 421,0	12,5%	28,7%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	119 009,6	84 269,7	75 573,0	83 045,4	94 762,3	14,1%	-20,4%
Matériel de transport	36 965,9	41 776,8	35 822,5	47 533,3	46 362,3	-2,5%	25,4%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	4 487,0	5 652,7	5 575,3	5 549,6	5 013,8	-9,7%	11,7%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	256,6	3 629,2	132,5	258,3	311,6	20,6%	21,4%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une baisse de 13,1 milliards de FCFA au premier trimestre 2017. La hausse constatée dans la plupart des produits importés n'a pas pu compenser la baisse des « machines et appareils, matériels électrique et leurs parties » de 24,2 milliards de FCFA et des « produits des industries chimiques ou des industries connexes » de 16,8 milliards de FCFA.

Comparativement au même trimestre de 2016, les importations ont enregistré une très légère hausse de 4,5 milliards de FCFA. La baisse des importations des « produits du règne végétal » de 7,7 milliards de FCFA et des « produits des industries alimentaires » de 19,6 milliards de FCFA et des importations de « matériels de transports » de 8,9 milliards de FCFA n'a pas pu être compensée par la hausse constatée des autres produits.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2016	2016	2016	2016	2017	trimestriel	annuel
TOTAL	384 151,5	338 774,6	334 172,7	431 710,4	453 248,9	5,0%	18,0%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	792,4	577,6	444,0	195,7	428,4	118,9%	-45,9%
Produits du règne végétal	46 320,6	76 574,9	27 250,4	24 387,1	69 828,2	186,3%	50,7%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	41 729,2	16 953,6	12 077,4	19 553,1	28 018,8	43,3%	-32,9%
Graisses et huiles animales ou végétales	962,0	2 421,0	1 952,2	2 615,9	2 804,5	7,2%	191,5%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	2 138,5	2 401,8	1 115,5	1 666,6	2 621,6	57,3%	22,6%
Produits minéraux	222,0	1 190,3	407,0	252,6	141,6	-43,9%	-36,2%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	858,7	1 307,3	11 143,7	644,8	809,5	25,5%	-5,7%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	2 283,3	356,9	147,1	1 839,4	564,4	-69,3%	-75,3%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	62,2	936,6	330,7	0,2	2,1	848,2%	-96,6%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	6,9	200,3	5,3	0,2	2,8	1763,8%	-58,6%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	16,0	109,7	6,8	2,5	12,3	399,0%	-23,1%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	129 486,8	29 913,2	1 022,6	95 092,6	68 317,4	-28,2%	-47,2%
dont coton fibre	112 373,0	29 530,6	358,7	94 194,5	58 677,2	-37,7%	-47,8%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	13,1	13,9	15,3	2,7	6,2	130,9%	-52,2%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	26,3	41,9	5,1	47,1	38,0	-19,4%	44,7%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	183 380,9	201 431,2	265 847,3	271 581,9	275 959,5	1,6%	50,5%
dont or	183 032,8	201 023,9	265 278,8	271 045,2	275 419,3	1,6%	50,5%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	10 535,4	9 309,6	18 323,0	21 484,9	22 118,4	2,9%	109,9%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	3 299,8	3 347,1	3 307,4	7 333,5	3 859,5	-47,4%	17,0%
Matériel de transport	1 841,8	7 847,2	2 162,1	4 313,5	5 391,3	25,0%	192,7%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	166,0	102,7	82,3	70,8	135,4	91,2%	-18,4%
Marchandises et produits divers	133,5	355,0	543,5	120,4	129,2	7,3%	-3,2%

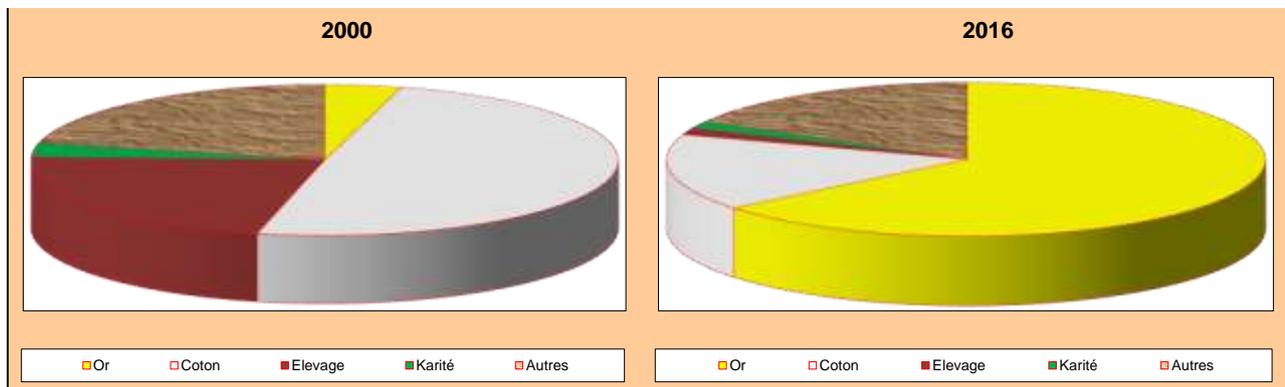


Au premier trimestre 2017, les exportations enregistrent une hausse de 5,2% comparativement au trimestre précédent, portant le niveau des exportations de 431,7 milliards FCFA au quatrième trimestre 2016 à 453,2 milliards FCFA. Cette hausse est imputable principalement aux exportations des « produits du règne végétal » de 45,4 milliards de FCFA.

En glissement annuel, la même tendance est observée dans des proportions plus grandes avec une hausse de 18,0%, soit 69,4 milliards de FCFA par rapport au même trimestre de 2016. Cette hausse est imputable principalement à la hausse des exportations de l'or non monétaire et des « métaux communs et ouvrages ». En effet, les exportations d'or non monétaire ont enregistré une hausse de 92,4 milliards de FCFA et celles des « métaux communs et ouvrages » de 11,6 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS	2000	2013	2014	2015	2016
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.
Part de l'or dans total	4,2%	62,7%	58,7%	62,7%	64,1%
Part du coton dans total	49,5%	16,4%	17,4%	18,3%	16,1%
Part des produits de l'élevage dans total	21,9%	3,3%	2,9%	1,7%	1,4%
Part du karité dans total	3,1%	1,6%	1,8%	1,3%	1,6%
Part des autres produits dans total	21,3%	16,0%	19,3%	16,0%	16,8%

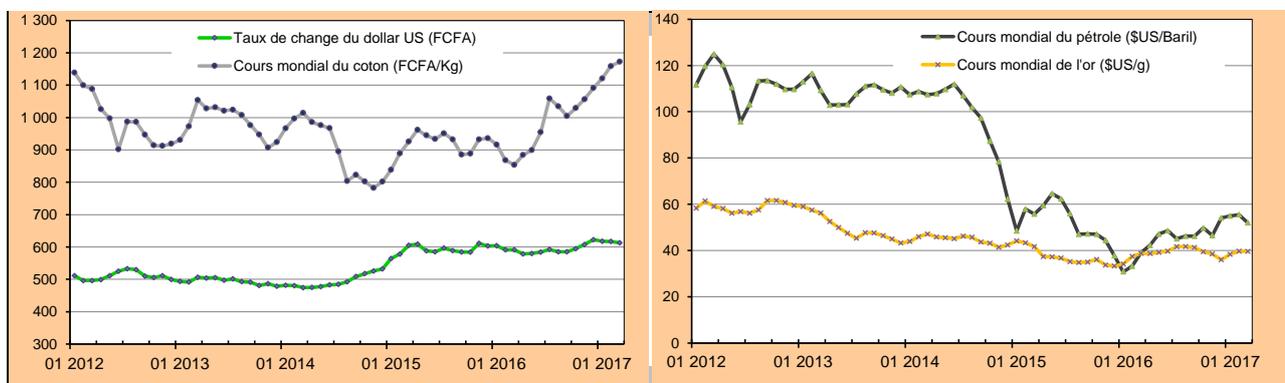


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (53,5%) et celles de produits de l'élevage (18,8%) en 1999, il ressort une prédominance de l'or avec 64,1% de la part des exportations en 2016. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 36,2 tonnes en 2016.

Source : MINEFID / INSD

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL Moyenne trimestrielle	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2016	2016	2016	2016	2017	trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	595,4	580,9	587,5	608,4	615,9	1,2%	3,4%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	34,4	45,9	45,8	50,1	54,1	8,1%	57,5%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 476,6	1 570,7	1 757,9	1 740,6	1 868,6	7,4%	26,5%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	36,7	39,2	41,5	38,0	39,2	3,2%	6,7%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	20,4	26,7	26,9	30,5	33,3	9,3%	63,0%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	879,4	912,5	1 032,9	1 059,0	1 150,8	8,7%	30,9%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	21,9	22,8	24,4	23,1	24,1	4,6%	10,4%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,043	0,034	0,038	0,035	0,035	-0,9%	-20,5%



- Taux de change du dollar :

Sur le marché des changes, le dollar américain est resté ferme par rapport aux autres monnaies, notamment le FCFA en ce début d'année 2017. En moyenne, le dollar s'est échangé à 615,9 FCFA au premier trimestre 2017 contre 608,4 FCFA au dernier trimestre 2016, correspondant à une appréciation de 1,2% contre 3,4% un trimestre plus tôt.

Comparé à la même période en 2016, le billet vert a gagné 3,4% sur le franc CFA. La monnaie américaine est influencée par les effets de la politique accommodante de la FED, qui a relevé trois fois de suite son taux directeur depuis le mois de décembre dernier (+0,25 point en décembre 2016, janvier et mars 2017) en lien avec les bons chiffres de l'économie américaine.

- Prix des produits exportés :

Après avoir légèrement fléchi au dernier trimestre 2016, le cours du coton s'est repris sur les trois premiers mois de l'année 2017. Il est en hausse de 7,4% en rythme trimestriel au premier trimestre 2017 après un recul de 1,0% un trimestre auparavant. En moyenne, le cours de l'or blanc a atteint 1 868,6 dollars la tonne au premier trimestre 2017 contre 1 740,6 dollars au quatrième trimestre 2016.

En glissement annuel, il a progressé de 26,5%. Exprimé en franc CFA, la fibre de coton s'est échangée à 1 150,8 FCFA le kilogramme contre 1059,0 FCFA au dernier trimestre 2016, soit un accroissement de 8,7%. La bonne orientation du cours du coton serait tributaire de l'anticipation d'une baisse de la production mondiale, notamment aux Etats-Unis et la réduction des réserves mondiales, notamment chinoises.

Le cours de l'or a rebondi au premier trimestre 2017 après avoir marqué le pas au dernier trimestre 2016. L'or s'est renchéri de 3,2% en rythme trimestriel au premier trimestre 2017. Il s'est échangé en moyenne sur les trois premiers mois de 2017 à 39,2 dollars le gramme contre 38,0 dollars un trimestre plus tôt.

Comparé à la même période en 2016, le cours de l'or s'est accru de 6,7% au premier trimestre 2017. Exprimé en franc CFA, le gramme d'or valait en moyenne à 24 143 francs, en hausse de 4,6% et 10,4% respectivement en rythme trimestriel et en glissement annuel. Le cours de l'or reste sous l'influence de la volatilité accrue des marchés financiers et d'un dollar ferme.

- Prix des produits importés :

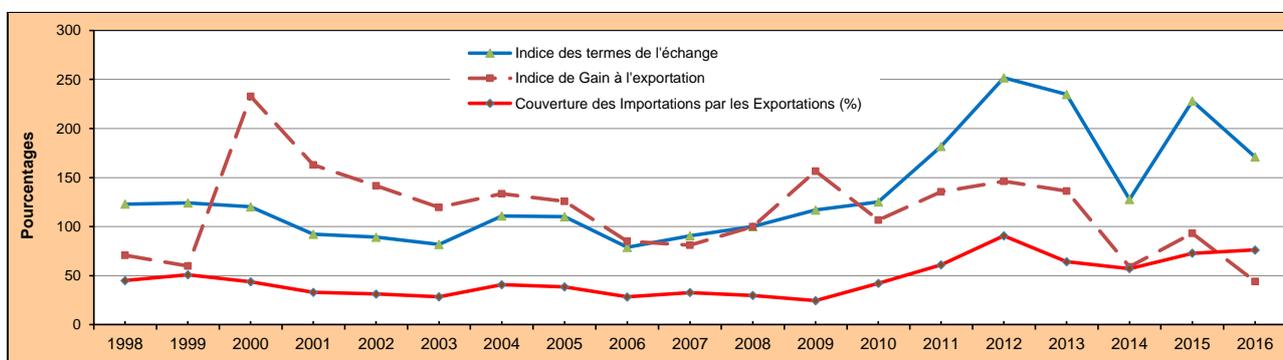
Sur le marché du pétrole, le baril de Brent s'est renchéri de nouveau sur les trois premiers mois de l'année 2017. Il est ressorti en moyenne à 54,1 dollars au premier trimestre 2017 contre 50,1 dollars le trimestre précédent, correspondant à une hausse de 8,1%.

En glissement annuel, il a enregistré une progression de 57,5% au premier trimestre 2017. Exprimé en franc FCFA, le cours du baril de Brent a progressé de 9,3% et 63,0% respectivement en rythme trimestriel et en glissement annuel. L'accord de limitation de l'offre de pétrole des pays membres et certains non membres de l'OPEP explique le redressement des cours du pétrole.

Source : MINEFID / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2012	12 2013	12 2014	12 2015	12 2016	Var. 2016	
						Var./2015	Var./2014
Indice prix à l'exportation	283,5	234,3	207,3	231,2	160,7	-30,5%	-22,5%
Indice prix à l'importation	120,8	117,3	90,9	90,9	94,0	3,4%	3,5%
Indice des termes de l'échange	234,7	127,8	228,1	254,2	170,9	-32,8%	-25,0%
Indice de gain à l'exportation	136,2	59,0	93,1	108,0	44,1	-59,2%	-52,7%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	64,2	57,2	72,8	72,9	76,2	4,6%	4,6%



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un maximum de 91,5% atteint en 2011. Depuis, le taux de couverture régresse annuellement, passant de 91,5% en 2011 ; à 63,6% en 2012 et 57,2% en 2013. En 2014 cependant, le taux de couverture est en progression passant de 72,8% en 2014 ; 72,9% en 2015 et 76,2% en 2016. Cependant, le taux de couverture est passé à 100,5% au premier trimestre 2015.

Source : MINEFID / INSD

Définitions et abréviations

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAAH :	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MINEFID :	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
Prov. :	Données provisoires
SONAGESS :	SOCIÉTÉ NATIONALE de GESTION du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage :

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie :

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur :

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si ITE < 100 on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si ITE > 100 on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

Soldes d'opinions :

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une

Moyenne quinquennale :

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n, le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

où $X_{n,i}$ représente la valeur de X au trimestre i de l'année n.

$$\frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
RAMDE, B. François TRAORE, Bakari TOUGMA, Jean Gabriel	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
SOW, Arouna	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
KYELEM, K. Jean Paul MILLOGO, François KOURAOGO, Victor	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
PODA, Serge Gnaniodem	Situation monétaire	BCEAO
PODA, Serge Gnaniodem	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
ZONGO, S. Lambert	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP